



Communiqué de presse-jeudi 5 novembre 2009

Nucléaire : "pas de problème Areva"?

Dans un entretien au Monde daté de vendredi, François Fillon déclare qu'il n'y a "pas de problème Areva". Pour France Nature Environnement, non seulement il y a un problème Areva mais il y a aussi un problème politique.

Le problème nucléaire est réel

Le Premier ministre déclare au journal Le Monde que les dirigeants (d'AREVA) conservent la « confiance de l'Etat ». Il prend ainsi la défense de l'opérateur mis en cause par une déclaration conjointe de trois autorités de contrôle.

Pour Marc Sénant, chargé de mission du pôle IPS de FNE : « *Le problème pour l'Etat n'est pas de faire confiance ou non à AREVA ni d'arbitrer une guéguerre entre les autorités de contrôle et les opérateurs ! Le problème est que l'Etat puisse effectivement contrôler le nucléaire !* »

Le politique réduit au rôle de spectateur

M. Fillon précise qu'il n'y a « pas de problème AREVA » d'un côté mais il reconnaît de l'autre que « les problèmes posés par l'Autorité de sûreté vont être résolus ». Problème ou pas problème ? FNE y perd son latin... François Fillon poursuit : « Nous avons un dialogue permanent entre autorités de sûreté nucléaire et exploitants d'installations ».

Pour Arnaud Gossement, porte parole de FNE : « *non seulement il y a des problèmes avec AREVA en particulier et le nucléaire en général mais il y a aussi un problème politique : que le Premier ministre en soit réduit à commenter l'actualité atomique est inquiétant. Depuis 2006, l'Etat a perdu le contrôle du nucléaire, voilà ce que démontre l'analyse du Premier ministre* ».

Le greenwashing d'autorités de contrôle non contrôlées

L'ASN a certainement beaucoup amélioré sa communication. Pourtant, FNE se demande pourquoi ce n'est qu'aujourd'hui que l'ASN interpelle l'opinion. FNE rappelle que dès la conception de l'EPR, les associations ont interpellé l'Etat et les opérateurs sur le défaut de sécurité de ce réacteur.

Aujourd'hui, l'ASN vient ruiner le premier argument de vente de l'EPR...mais pourquoi aujourd'hui ? FNE ne se satisfait pas de dépendre du bon vouloir d'autorités de contrôle non contrôlées pour avoir des informations.

L'Etat doit réagir maintenant !

Au lieu de donner un blanc seing à AREVA[1], FNE demande au contraire que :

- un audit de sécurité soit mené par un organisme international indépendant dans les meilleurs délais et que l'on sache effectivement ce qui se passe au niveau de la sécurité de ces futurs réacteurs ;
- la suspension des travaux soit mise en œuvre en attendant les conclusions de cette contre-expertise ;
- les documents qui amènent aux conclusions des agences soient rendus publics ;
- la loi de 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire soit abrogée, et la réforme de l'ASN ait lieu.

[1] qui fait par ailleurs l'objet de vives critiques que ce soit sur le scandale des anciennes mines du limousin, l'expédition des déchets nucléaires en Sibérie, ou bien encore sur les rejets de ses exploitations (Tricastin).